


Par Laurence van Ruymbeke



GETTY IMAGES

A person with long dark hair, wearing a light blue sweater, is holding a lit oil lamp. The lamp has a warm, yellow glow. The background is dark with teal-colored lighting, creating a moody atmosphere. The text is overlaid on the right side of the image.

Marée montante pour le crack, ce poison de la rue

Dans les villes, le crack se répand parmi les populations les plus précarisées, en particulier les sans-abri. Consommée dans l'espace public, cette « drogue du pauvre » contraint les élus à réagir. Les mentalités changent lentement. Mais les moyens manquent.



« Bruxelles n'est plus ce qu'elle était : il y a trop de gens dans la rue et la drogue est partout. » Dans son chandail, Véronique (1), 57 ans, frissonne. On devine derrière sa silhouette hésitante le mannequin qu'elle fut jadis. Du temps où la cocaïne lui était joyeuse, juste destinée à lui donner de l'énergie « parce qu'on travaillait beaucoup et que les patrons d'agence nous conseillaient d'en prendre ». Il arrive que les podiums des défilés débouchent sur la rue. Les couloirs du métro. Les trottoirs de la capitale. Tous ces terrains, Véronique les a foulés. Comme, à toutes les drogues, elle a goûté. Illégales et légales. Un feu d'artifice empoisonné, illusoire et vain. « Le crack permet de déconnecter totalement, d'oublier tous ses soucis, confie-t-elle. Je n'étais pas fière d'être escort girl, je me sentais sale. » Ainsi s'empare-t-on un jour d'une petite pipe de verre coudée, sur laquelle on pose un caillou de crack. En y mettant le feu, on entend un « crrrrr » caractéristique qui vaut au produit son nom. En y mettant le feu, c'est un bout de sa vie que l'on incendie.

Aujourd'hui, comme d'autres grandes villes, Bruxelles brûle doucement, en silence. La cocaïne se consomme comme jamais, dans tous les milieux. Parallèlement, le crack envahit les rues. Tous les signaux sont au rouge. Le crack s'obtient en « basant » de la cocaïne avec de l'ammoniaque ou avec du bicarbonate de soude. C'est le premier produit consommé par le public de Transit, un centre d'accueil et d'hébergement de crise pour usagers de drogues, dont beaucoup vivent dans la rue. « Sur un échantillon de 1 200

personnes, la consommation de crack a augmenté de 12 % entre 2021 et 2022 et de 38 % en dix ans, chiffre Bruno Valkeneers, en charge de la communication. Dans notre salle de consommation, 78 % des visiteurs prennent du crack. » Certes, tous les consommateurs de ce produit ne poussent pas la porte de Transit. Mais le constat est partout le même. Dans les services de soins, le crack était consommé en produit principal pour 17 % des gens en 2022 contre 5,8 % en 2015.

« Le crack est en augmentation significative comme substance problématique et comme substance principale dans tout le pays, confirme-t-on chez Sciensano. C'est à Bruxelles qu'il est le plus relevé comme substance principale : 11 % par rapport à 2 % ou 3 % dans les deux autres Régions. » Dans le cadre d'un projet européen d'analyse des eaux usées réalisé en 2021, Anvers figurait à la deuxième place d'un classement de treize villes portant sur la charge de crack détectée. A Liège, ce produit représentait 2 % des drogues consommées en 2018 dans la salle de consommation à moindre risque gérée par la fondation Tadam. En 2023, le chiffre avait grimpé à 11 %, avec des pics ponctuels à 17 %. De la même manière, la part du crack dans la consommation globale de cocaïne n'a cessé d'augmenter : de 20 % en octobre 2018 à 51 % en juin 2023.

Le phénomène n'est pas propre à la Belgique. On l'observe en Irlande, en Italie, en Espagne, au Portugal. Tandis que le crack prospère, à l'instar de ce qui s'est passé aux Etats-Unis dans les années 1990, l'héroïne disparaît peu à peu, Liège mise à part. Ainsi, en quinze ans, on est passé de 40 % à 15 % de consommateurs d'héroïne à Bruxelles, alors que les consommateurs de crack passaient de moins de 10 % à un peu plus de 20 % aujourd'hui. « Le même constat est posé partout, relève Marc Weber, chef de cabinet de la bourgmestre de Schaerbeek : les travailleurs de rue, les gardiens de la paix et les agents de police observent tous une forte augmentation de la consommation de drogues, et en particulier du crack. »

« Ce n'est pas faute d'avoir tiré la sonnette d'alarme, jette Kris Meurant, directeur du centre de crise de l'asbl Transit. Le crack se déverse sur Bruxelles depuis des années et on est loin d'avoir dépassé le pic. » Dans les lieux où l'on proposait auparavant aux usagers d'échanger leurs seringues usagées contre de nouvelles, on stocke aujourd'hui des dizaines de caisses remplies de pipes à crack...

Le crack ne tombe pas de la Lune

Si le crack se promène désormais à visage découvert dans la rue ou les stations de métro, c'est que l'offre de cocaïne, réputée d'assez bonne « qualité », est globalement



abondante en Belgique. Le port d'Anvers constitue une porte d'entrée idéale dans le pays et les prises que réalisent la police et les douanes donnent une idée des tonnes de poudre blanche qui doivent leur échapper.

Alors que par le passé, les consommateurs de crack devaient préparer eux-mêmes leur produit, le travail est désormais effectué en amont par les vendeurs. Les cailloux de crack sont ainsi consommables tout de suite. « Ces doses préparées facilitent la vie de ceux qui vivent en rue dans la plus grande précarité », constate Clémence Garnier, référente réduction des risques chez Médecins du Monde.

Ainsi fragmenté, le crack est perçu comme peu cher : un caillou se vend entre cinq et quinze euros l'unité, ce qui le rend plus accessible. En comparaison, il faut acheter un à deux grammes de cocaïne (soit de cent à 120 euros) pour en ressentir l'effet. « Le crack est peu utilisé dans les sphères les plus hautes de la société, souligne Kevin Moens, directeur médical du projet d'accompagnement thérapeutique de toxicomanes en milieu urbain Lama : ils consomment plutôt de la cocaïne en poudre. On en trouve des traces évidentes dans les analyses d'urine, ce qui témoigne d'une sociologie différente des produits. »

A cette offre abondante et à ce prix abordable, il faut ajouter les pratiques

commerciales des dealers. Depuis le confinement lié à l'épidémie de Covid, ils ont développé des canaux de vente alternatifs. Aujourd'hui, ils démarchent leurs clients par SMS et sur les réseaux sociaux. Entre eux, ils se refilent, dit-on, les coordonnées de leurs consommateurs. « Certaines organisations essaient de fidéliser la clientèle en donnant des doses gratuites, relate Michaël Hogge, chargé de projets chez Eurotox, l'observatoire socio-épidémiologique alcool-drogues en Wallonie et à Bruxelles. Les applications facilitent aussi l'achat. » Les dealers n'hésitent plus à se rendre visibles. Lorsque l'un d'eux tombe, deux autres le remplacent. Enfin et surtout, il y a ...



« Certains dealers essaient de fidéliser leurs clients en leur donnant des doses gratuites. »

ID/FRANKY VERDICKT



GETTY IMAGES

... la fulgurante augmentation de la population vivant en rue. Depuis 2020, le nombre de personnes contraintes à dormir dehors a augmenté de 18 % à Bruxelles. Elles seraient un peu plus de 7 100, une donnée sans doute sous-estimée.

Or, les dealers font des publics précaires une cible privilégiée. La majorité des usagers de crack sont déjà en difficulté, de logement, de revenus, de santé mentale, lorsqu'ils croisent la route de ce produit. « Quelque 80 % des crackers sont en mal-logement, en logement précaire chez des amis ou de la famille et non insérés quand ils commencent à consommer, confirme Kevin Moens. Les 20 % restants rencontrent des problèmes de logement quand ils y goûtent. » Parmi les raisons du sans-abrisme listées par Bruss'help,

chargée de coordonner les dispositifs d'aide d'urgence et d'insertion aux sans-abri en Région bruxelloise, l'absence de papiers occupe la première place, devant l'exclusion du logement. Les assuétudes ne viennent qu'en sixième place. « Quand on consomme compulsivement du crack, contextualise Michaël Hogge, ce qui peut coûter plusieurs centaines d'euros par jour, les gens perdent peu à peu leurs revenus, leur logement, leur famille, leur couple. Dans beaucoup de récits de vie, on voit cette fragilisation grandissante s'opérer. C'est une faillite de l'économie personnelle. » Une faillite collective aussi : dans une société très inégalitaire sur le plan social, la tranche de ceux qui peuvent basculer dans la précarité, donc possiblement dans la consumma-

tion de crack, est de plus en plus importante.

Vingt à trente minutes et puis...

Il ne faut pas se fier au moindre prix du cailou de crack. Car si sa consommation n'entraîne pas de dépendance physique – s'il cesse d'en prendre, l'utilisateur n'éprouve pas les symptômes physiques du manque – l'envie d'en reconsommer est, elle, irrésistible. Le crack agit très vite mais son action s'estompe au bout de vingt à trente minutes. Pour qui vit en rue, c'est un moyen très efficace de tout oublier, instantanément. Quand l'effet retombe et que la réalité de la vie du dehors revient en force, on ne peut qu'avoir envie d'en reprendre. Ainsi ce produit devient-il la drogue du pauvre.

« Les élus sont désarmés. La répression policière n'a quasi aucun effet sur les usagers et les policiers se lassent. »

Selon les chiffres de Sciensano, 30 % des patients en traitement pour consommation de crack sont touchés par des problèmes de revenus. Contrairement à l'héroïne, pour laquelle un produit de substitution – la méthadone – peut être prescrit, il n'existe rien de tel pour le crack.

En rue, les usagers peuvent en fumer à hauteur de 150 à 200 euros par jour. Leurs revenus ou allocations sociales fondent en 48 heures. Ensuite, ils sont forcés d'arrêter, faute de moyens. Ou de recourir à la prostitution, à la mendicité, aux vols, à moins qu'ils ne deviennent à leur tour dealers. « Dans la rue, assure un ancien du milieu, les gens ne se préoccupent que de ça : se procurer de l'argent, acheter, consommer. Puis recommencer. » Le crack rend supportable l'insupportable. « La vie en rue est difficile et violente, souligne Michaël Hogge : il n'y a pas assez de places pour loger les sans-abri dans les centres d'accueil, par exemple. Dormir dehors implique d'être en vigilance permanente pour trouver des ressources et se protéger des agressions potentielles. » Or, la cocaïne rend les gens plus alertes, plus attentifs. « Le crack coupe aussi la faim et l'envie de dormir, rappelle Clémence Garnier. Il permet ainsi de continuer à fonctionner en rue. »

Pas seulement. Car le crack, qui est un stimulant, peut provoquer chez les consommateurs un sentiment de toute-puissance, des hallucinations ou des délires. Sous emprise, Marc, ancien cracker, voyait des policiers partout. Un autre était persuadé qu'une armée de rats courait sur son corps. Un troisième a confondu la litière de son chat avec des cailloux de crack. Le produit peut aussi entraîner une réaction de désinhibition, d'irritabilité voire d'agressivité. « Ce produit rend les consommateurs plus nerveux, confirme Kevin Moens. Ils peuvent prendre les passants à partie et leur font plus peur que les usagers d'héroïne, davantage calmes après injection. » D'autant que ces usagers consomment désormais devant les riverains, dans les galeries marchandes, dans les stations de métro. Insécurisés et mécon-

38%

**d'augmentation pour la consommation de crack en dix ans.
Rien qu'entre 2021 et 2022, cette hausse est de 12 %.**

tents, les témoins de ces scènes interpellent de plus en plus les pouvoirs publics.

Que faire ?

Alors qu'entreprendre sachant, comme le rappelle Christopher Colin, directeur du service bruxellois d'aide et de soin pour usagers de drogues en situation de précarité Dune, que « plus on est à la rue et plus on se drogue » ? Agir à de multiples niveaux. Dans l'accueil de première ligne mais également sur les raisons de fond qui drainent tant de gens vers le sans-abrisme.

L'accueil de première ligne ? Il est aujourd'hui en péril. Le secteur associatif, à bout de souffle depuis l'épisode Covid, est submergé. Au centre de crise de Transit, où 22 personnes peuvent trouver à se loger chaque nuit, on refuse tous les jours cinq à huit demandes par place disponible. Chez Dune, les douches ont dû être fermées tant l'afflux de personnes en errance devenait impossible à gérer. Alors que le lieu ne peut pas accueillir plus de trente personnes, il est arrivé qu'une centaine de demandeurs piétinent devant la porte. « Il y a même des usagers qui renoncent à venir chez nous, estimant que cela devient trop dangereux », relève Charlotte Bonbled, chargée de projets chez Dune. Actuellement, deux travailleurs sociaux sont postés devant la porte, pour faire le tri entre ceux qui peuvent prioritairement entrer et les autres, et pour distribuer, dehors, du matériel stérile. « Le personnel en est réduit à faire du travail à la chaîne sans avoir le temps de créer du lien, donc des possibilités de raccrocher les usagers dans un tissu social, embraie Christopher Colin. Notre travail perd son sens. Pour les onze premiers mois de 2023, on a enregistré sept mille visites chez nous, contre cinq mille pour toute l'année 2022. On nous demande de poser des sparadraps non plus sur une plaie, mais sur une hémorragie. Je ne vois pas comment on pourrait en sortir. »

Dans tout le secteur associatif en charge de la grande précarité, c'est le même cri ...



« On nous demande de poser des sparadraps non plus sur une plaie, mais sur une hémorragie. »

... que l'on entend. Et la même insistance pour lutter contre la précarité, en créant du lien, dignement et sans jugement. Mais d'abord, en relogant les sans-abri. Encore faut-il trouver des logements à des prix abordables, ce qui n'est pas simple dans les grandes villes. « *Le housing first (NDLR: qui consiste à offrir un logement aux sans-abri, accompagnés par une équipe pluridisciplinaire dans tous les aspects de leur vie)* porte ses fruits, martèle Kris Meurant : 88 % des gens se maintiennent en logement, le solde étant largement composé de personnes qui décèdent. C'est clairement l'équipe encadrante qui fait la différence. Il est prouvé que celui qui est stabilisé grâce à un logement et une insertion tend à réguler sa consommation. Chaque consommateur est particulier. Il n'y a donc pas une méthode unique pour lui venir en aide. » Mais il lui faut a minima une perspective, une minuscule fenêtre qui lui permette de penser qu'il y a encore, quelque part, de la lumière. Sans cela, tout est vain. « Tous les usagers doivent retrouver un sens dans l'existence, résume Kevin Moens. C'est un travail de réintégration très compliqué. »

Le tram et la drogue

C'est à ce casse-tête que les pouvoirs publics, à tous niveaux de pouvoir, doivent désormais s'attaquer. « Nous devons gérer le terrain même si c'est du ressort du fédéral, lâche Willy Demeyer, bourgmestre de Liège. Ici, on ne parle que du tram et de la drogue... » La visibilité de la consommation de crack pose un vrai problème aux élus. Ce qui explique qu'après des années de résistance, des salles de consommation à moindre risque s'ouvrent désormais. Elles permettent aux usagers de consommer sans être vus, d'utiliser du matériel propre et de ne pas abandonner de seringues dans la rue. Mais, surtout, d'entrer en contact avec les équipes présentes sur place. La salle de consommation de Liège existe depuis 2018, une deuxième s'est ouverte à Bruxelles en 2022 et une troisième devrait y voir le jour en 2027.

51%

des détenus, en Belgique, sont en prison pour des faits de drogue, loin devant les 19 % de la moyenne européenne.

Sur le terrain, les travailleurs sociaux des communes renvoient les usagers vers les asbl susceptibles de les accueillir et de les guider. Mais elles sont saturées. « Les élus sont désemparés par le phénomène, résume Sophie André, criminologue à l'ULiège. La répression policière n'a quasi aucun effet sur les usagers et les policiers se lassent. » De fait. En Belgique, un détenu sur deux est en prison pour des faits de drogue, selon les statistiques du Conseil de l'Europe arrêtées au 31 janvier 2022, loin devant les 19 % de la moyenne européenne. « On essaie de pacifier les quartiers en renforçant les équipes de policiers mais il faut lutter contre le trafic à l'échelon fédéral, estime Willy Demeyer. La patience de la population liégeoise, traditionnellement bienveillante, atteint ses limites. » Pour lui, une des solutions consisterait à ne pas concentrer les problèmes dans les grandes villes en créant des services d'accueil pour sans-abri davantage décentrés. Mais aussi à mieux préparer les détenus qui sortent de prison et qui, faute de soutien, replongent souvent bien vite.

Le grand nettoyage opéré en août dernier devant force caméras à la gare du Midi, à Bruxelles, n'a fait que déplacer les usagers dans les quartiers alentour. « L'expérience parisienne montre que le déplacement des consommateurs ne résout rien, rappelle Kevin Moens. Les usagers sont encore moins en lien avec les associations que par le passé. Il faudrait mesurer l'efficacité d'une mesure comme le nettoyage de la gare du Midi. »

Selon les interlocuteurs rencontrés, les responsables politiques ont pris toute la mesure du problème posé par le crack. Ou pas. Pour avancer, les associations Transit, Lama et la Fêda Bruxelles (fédération des institutions spécialisées en matière de drogues et addictions) ont déposé avant l'été une ébauche de « Plan crack » auprès du gouvernement bruxellois. Officiellement encore confidentiel, il se décline en dix priorités. Outre le renforcement du travail de terrain, de l'offre d'accueil et de logements et de lieux de

La salle de consommation à moindre risque Gate s'est ouverte à Bruxelles en mai 2022. Une autre devrait suivre en 2027, dans le quartier de Tour et Taxis.



IDFRANKY VERDICKT

réduction des risques, il réclame un accès facilité à des soins de santé sur mesure et des offres de soins innovantes. Mais aussi une meilleure collaboration des services et initiatives. Et une politique de prévention costaudaude, par des actions pédagogiques et éducatives pérennes.

Cette ébauche de « Plan crack » appelle enfin à un débat sur la régulation des marchés et la décriminalisation de l'usage de drogues. « Quand certains responsables politiques affirment que fumer un joint est criminel, ils stigmatisent l'usager et le culpabilisent alors que celui-ci devrait être informé et accompagné, insiste Kevin Moens. Contrôler la qualité des drogues lors des festivals constitue, par exemple, une très bonne initiative. Or, l'ancien ministre de la Justice assure le contraire... »

Le « Plan crack » a peu de chances d'être validé, même après modifications, avant les prochaines élections de 2024. Mais peut-être pourrait-il figurer dans les points à négocier par la future coalition...

Au cabinet bruxellois d'Alain Maron, en charge de l'Action sociale et de la Santé, on rappelle avoir mis en place plusieurs mesures depuis le début de la législature, à hauteur de quelque vingt millions d'euros. Objectif : « Offrir une diversité de dispositifs afin d'accueillir de manière la plus adéquate possible les usagers et leurs problèmes propres mais aussi soulager les travailleurs du terrain qui voient se multiplier les problématiques. » Certes. Mais il y a un manifestement encore de la marge.

« Il y a une responsabilité politique par rapport à la grande précarité, affirme

Michaël Hogge. Même s'ils ont augmenté à Bruxelles, les moyens budgétaires alloués sont insuffisants par rapport aux besoins, surtout depuis les crises énergétique et migratoire que l'on a connues. Nous ne sommes pas égaux face aux usages de drogues. Il revient au politique de freiner le poids des inégalités sociales. »

Les inégalités sociales, Hugues, 54 ans, qui vit depuis sa sortie de cure sous une tente plantée dans un parc, en connaît un brin. « Ça fait trente ans que tout ça dure, se désespère-t-il. Ça commence à faire long. J'ai envie d'autre chose. Ce serait sans doute bien de quitter Bruxelles. Avant, j'allais souvent à la pêche... » ●

(1) Tous les prénoms de témoins ont été modifiés.